



Complexité et foisonnement d'un rapport oblique; les Juifs face au monde francophone catholique

Pierre Anctil

Volume 81, Number 1-2, 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1033257ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1033257ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)

1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Anctil, P. (2015). Complexité et foisonnement d'un rapport oblique; les Juifs face au monde francophone catholique. *Études d'histoire religieuse*, 81(1-2), 141–163. <https://doi.org/10.7202/1033257ar>

Article abstract

Among French speaking Catholics, few religious or national minorities have raised as complex a question at the turn of the twentieth century as the Jews. Debates and discussions on this issue were many in French Canadian circles, often phrased in a negative way. This had to do with the fact that Jews were not Christians and that Catholic theology harbored serious reservations with regards to maintaining close relations with the sons and daughters of Israel. Despite these deprecating judgements offered by French language clerical elites, French Canadian workers had ample occasions to meet Jews in different social contexts, especially in commerce and in the clothing industry. The article presents an overview of the history of Eastern European Jewish immigration to Francophone Canada and describes the place taken by merchants and entrepreneurs of this origin, either in the country side or in large cities. The author explains as well how this question evolved somewhat differently in Québec and among Francophone minorities elsewhere in Canada. Ultimately, as this article maintains, for French Canadians, religious obstacles proved more difficult to surmount than problem having to do with language acquisition and use.

Complexité et foisonnement d'un rapport oblique ; les Juifs face au monde francophone catholique

Pierre Anctil¹

Résumé : Parmi les minorités religieuses et nationales avec lesquelles le catholicisme canadien de langue française est entré en contact au tournant du XX^e siècle, peu ont soulevé autant de débats et de réticences que les adeptes du judaïsme. Cela tenait à ce que les Juifs comptaient parmi les rares populations immigrantes non-chrétiennes au pays, et à ce que la théologie catholique maintenait des réserves très sérieuses quant à l'opportunité d'entretenir des relations suivies avec le fils et les filles d'Israël. Malgré les jugements négatifs émis par les élites cléricales de langue française, les Canadiens français d'origine modeste ont eu souvent l'occasion de rencontrer des Juifs dans différents contextes sociaux, particulièrement dans le commerce de détail et dans l'industrie du vêtement. L'article retrace dans ses grandes lignes l'histoire de l'immigration juive est-européenne au Canada francophone et décrit la place que les marchands et les entrepreneurs de cette origine ont occupé, autant à la campagne qu'à la ville. L'auteur distingue aussi entre l'évolution de cette question au Québec à proprement parler et au sein des minorités de langue française ailleurs au pays, puis montre que le principal obstacle à des échanges plus suivis entre les deux groupes tenait plus à des questions confessionnelles que linguistiques.

Abstract : *Among French speaking Catholics, few religious or national minorities have raised as complex a question at the turn of the twentieth century as the Jews. Debates and discussions on this issue were many in French Canadian circles, often phrased in a negative way. This had to do with the*

1. Pierre Anctil est professeur titulaire au département d'histoire de l'Université d'Ottawa, où il enseigne l'histoire canadienne contemporaine et l'histoire juive canadienne. Il est l'auteur de nombreux ouvrages. La biographie qu'il a publiée en 2012, intitulée *Jacob-Isaac Segal (1896-1954), un poète yiddish de Montréal et son milieu* (Presses de l'Université Laval, 2012), a gagné la médaille Luc-Lacourcière en 2013 pour le meilleur ouvrage d'ethnographie en langue française publié en Amérique du Nord, et le Prix du Canada de la Fédération des sciences humaines en 2014 pour le meilleur ouvrage en sciences humaines en langue française. Il vient de faire paraître, aux Presses de l'Université du Québec, en collaboration avec Simon Jacobs, *Les Juifs de Québec, 400 ans d'histoire*.

fact that Jews were not Christians and that Catholic theology harbored serious reservations with regards to maintaining close relations with the sons and daughters of Israel. Despite these deprecating judgements offered by French language clerical elites, French Canadian workers had ample occasions to meet Jews in different social contexts, especially in commerce and in the clothing industry. The article presents an overview of the history of Eastern European Jewish immigration to Francophone Canada and describes the place taken by merchants and entrepreneurs of this origin, either in the country side or in large cities. The author explains as well how this question evolved somewhat differently in Québec and among Francophone minorities elsewhere in Canada. Ultimately, as this article maintains, for French Canadians, religious obstacles proved more difficult to surmount than problem having to do with language acquisition and use.

Au cours du XX^e siècle, le catholicisme canadien de langue française s'est porté à la rencontre de plusieurs populations et minorités d'autres origines. Dans le vaste ensemble nord-américain, ces rapports ont souvent reflété l'obligation dans laquelle se trouvait l'Église d'entrer en contact soutenu avec la diversité culturelle et religieuse, et d'en tenir compte dans son apostolat. Parfois ces échanges interculturels avant la lettre prenaient la forme d'un effort d'évangélisation mené auprès des communautés autochtones, et parfois il s'agissait plutôt d'un côtoiement réticent avec les tenants d'autres grandes traditions monothéistes issues de l'Europe. Parmi les confessions avec lesquels les catholiques francophones ont dû composer sur le continent se trouvaient des protestants de diverses dénominations, des chrétiens de rite oriental, des anabaptistes et des évangélistes fondamentalistes. C'est sans compter que le catholicisme romain était aussi marqué de l'intérieur par des ruptures linguistiques et nationales profondes, ce dont témoignait par exemple la présence au Canada français de croyants originaires d'Irlande, d'Italie, d'Allemagne, de Pologne, d'Ukraine et d'autres pays encore. Tous réunis autour d'une même institution ecclésiastique et soumis à une seule autorité épiscopale, ces catholiques allophones se regroupaient souvent autour de structures paroissiales distinctes – souvent appelées « nationales » –, où étaient mises en valeur leur langue et leurs coutumes. Au milieu de ce foisonnement identitaire dans lequel les francophones ont été plongés, même dans les régions où ils étaient fortement majoritaires, se trouvaient des îlots de population juive qui ont aussi été l'occasion d'un échange hautement significatif. Objet avant le Concile du Vatican II de préjugés tenaces et de méfiances doctrinales bien enracinées², les Juifs – du fait de leur antériorité historique et de leur distance face à la chrétienté – ont forgé avec le Canada français des liens de nature plus oblique et indirecte. Ne pouvant partager les mêmes enseignements théologiques, ni une pratique religieuse commune,

2. Voir à ce sujet : John CONNELLY, *From Enemy to Brother; the Revolution in Catholic Teaching on the Jews (1933-1965)*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2012, 384 p.

les tenants du judaïsme et du catholicisme ont entretenu des relations surtout dans les sphères politique et commerciale, et rarement dans la vie familiale ou scolaire.

Il n'en reste pas moins que la présence juive a été un facteur de premier ordre dans l'émergence d'un pluralisme religieux, tel qu'il s'est dessiné au Canada français dans la seconde moitié du XX^e siècle³. Rompant avec l'unanimité exprimée par la chrétienté, les Juifs ont introduit dans le discours public et dans l'espace symbolique des éléments de diversité qui allaient contribuer de manière décisive à l'abandon de la binarité confessionnelle telle que fixée par la présence du catholicisme d'une part, et du protestantisme de l'autre. Dans cet interstice aménagé progressivement par les adeptes du judaïsme au sein d'une société fortement portée sur l'unanimité religieuse, se sont ensuite engouffrées au moment des premières lois linguistiques québécoises, des communautés d'origines très diverses et ne répondant pas au modèle hérité d'un état de société antérieur : musulmans, sikhs, bouddhistes et confucianistes⁴. Les Juifs ont aussi été perçus par un catholicisme traditionnel comme rompant radicalement avec les normes sociétales et culturelles établies au sein d'un Canada français longtemps attaché à la ruralité. Porteuse de modernité et d'un certain vécu cosmopolite, la judéité a aussi été vue par les francophones comme une mouvance susceptible de renverser le précaire équilibre linguistique entre les deux communautés dites fondatrices de l'État canadien⁵. Depuis quelques années toutefois, de nouvelles recherches ont permis de dépasser ces constats passéistes et ont proposé des interprétations plus substantielles de l'influence historique juive dans l'aire canadienne-française. Cela a entre autres été rendu possible par le fait que des universitaires francophones ont pu dépasser, grâce à la méthode anthropologique, la barrière des langues juives – dont le yiddish – et offrir une description moins ethnocentrique de l'identité juive au Canada.

* * *

La montée de la présence juive au Canada français a lieu au moment où l'influence de l'Église était à son apogée sur le plan social et institutionnel.

3. Pierre ANCTIL, «Les rapports entre francophones et Juifs dans le contexte montréalais», dans Pierre ANCTIL et Ira ROBINSON (dir.), *Les communautés juives de Montréal, histoire et enjeux contemporains*, Sillery, les Éditions du Septentrion, 2010, p. 38-64.

4. Pierre ANCTIL, «Un patrimoine en mouvance : l'apport décisif des communautés non-chrétiennes» dans Solange LEFEBVRE, dir., *Le patrimoine religieux du Québec. Éducation et transmission du sens*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 67-86.

5. Sur ce thème, voir mon introduction dans : Pierre ANCTIL, *'À chacun ses Juifs', 60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs, 1910-1947*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2014, 452 p.

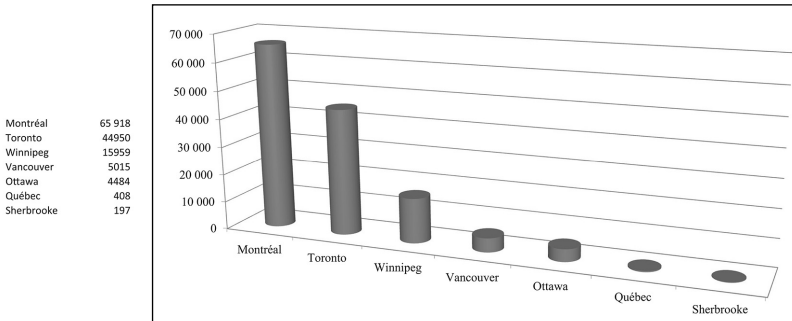
Cette avancée se produit au tout début du XX^e siècle alors que le Canada accueille en une vingtaine d'années tout près de deux millions d'immigrants en provenance surtout d'Europe, dont plusieurs centaines de milliers de Britanniques. Pour l'essentiel, il s'agit de la part du gouvernement Laurier d'une politique délibérée pour peupler les régions plus à l'ouest et qui s'ouvrent alors pour la première fois à la colonisation agricole. Parmi la masse des nouveaux venus, environ 2 % à 3 % sont des Juifs originaires surtout de Russie impériale et qui s'installent dans les années qui précèdent le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Cette poussée fait ensuite passer le nombre de Juifs au Canada de 16 000 en 1901 à 150 000 en 1931, c'est-à-dire tout près de 1,5 % de la population totale du pays (voir Figure 1). Pour la plupart toutefois, les immigrants juifs s'installent dans des villes en forte croissance économique et qui offrent de nombreuses occasions de mobilité sociale, dont Montréal, Toronto et Winnipeg. Plusieurs choisissent aussi de se diriger vers des localités plus petites, où le potentiel de développement local ouvre des perspectives intéressantes aux nouveaux citoyens. Le flux des Juifs est-européens vers le Canada n'est toutefois pas un phénomène isolé et une masse encore plus grande se dirige vers les États-Unis. Entre 1880 et 1914, les persécutions politiques, les lois d'exceptions et les pogroms dirigés contre les populations juives russes poussent près d'un million d'individus de cette origine à fuir le tsarisme⁶. Un immense mouvement de déplacement démographique se manifeste à l'échelle de la planète, et où le Canada ne figure pas comme une destination de premier choix. Dans l'ensemble, les immigrants juifs arrivent à cette époque en Amérique sans ressources matérielles importantes et pressés par les événements en Russie. Comme Montréal est au début du XX^e siècle la plaque tournante des communications au pays, et le plus grand port de mer canadien sur l'Atlantique, un grand nombre s'y fixe pour ensuite essaimer vers les petites villes et les campagnes environnantes. Près de la moitié des immigrants juifs que le Canada accueille entre 1904 et 1914 entrent ainsi en contact soutenu avec des Canadiens français.

Qui sont exactement ces Juifs à qui le gouvernement Laurier ouvre les portes du pays ? La presque totalité sont issus de la « zone de résidence⁷ » où sont confinés légalement depuis le démembrement de la Pologne, à la fin du XVIII^e siècle, tous les Juifs habitant au sein de l'empire russe. Dans cet espace géographique qui couvre la majeure partie de la Lituanie, de la Pologne orientale, de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Moldavie, vivent des populations juives privées des droits fondamentaux les plus élémentaires et astreintes à des conditions économiques très difficiles. Pour la plupart, sur

6. Pour une discussion de fond sur ce sujet voir ; Jonathan FRANKEL, *Crisis, Revolution and Russian Jews*, New York, Cambridge University Press, 2009, 324 p.

7. *Pale of settlement* en anglais, *tkhum ha moyshev* en yiddish.

Figure 1
Population juive pour certaines villes canadiennes
Recensement de 1951



ce territoire, les Juifs habitent de petites bourgades⁸ et se voient confinés à des petits métiers artisanaux ou à des activités de type commercial à échelle réduite. Ils forment ainsi sur le plan religieux et culturel une minorité très bien identifiée, et qui s'autogouverne pour ce qui a trait à la vie communautaire juдаïque. Presque tous ont le yiddish comme langue maternelle et il existe dans cet idiome d'importants courants littéraires et artistiques. Quand les idées de libéralisme et de démocratie participative atteignent enfin l'Europe orientale à la fin du XIX^e siècle, les Juifs sont aux premières loges du combat que mène une partie importante de l'intelligentsia russe pour faire pénétrer dans l'empire des notions politiques modernes. Nettement plus éduqués que la masse de la population chrétienne de confession orthodoxe, les Juifs aspirent à l'émancipation pour eux-mêmes et pour l'ensemble de la société russe, si bien qu'ils se joignent massivement aux mouvements progressistes et réclament à hauts cris des changements politiques importants. Ces pressions trouvent leur apogée dans l'insurrection russe de 1905, à laquelle participent de nombreux partis révolutionnaires identifiés à la culture juive et qui militent pour l'abolition immédiate du tsarisme⁹. Plusieurs de ces idées de gauche trouvent d'ailleurs le chemin de la diaspora et seront réinvesties dans le contexte économique canadien, où les Juifs est-européens en viennent à court terme à former une partie importante du prolétariat industriel des grandes villes. Les immigrants de cette origine apporteront aussi dans leur nouveau pays des notions politiques nouvelles comme le socialisme radical, l'anarchisme et l'internationalisme marxiste, pour ne mentionner que les principales.

8. Il s'agit ici d'un type d'habitat désigné sous le nom de *shtetl* dans l'historiographie.

9. Stefani HOFMANN et Ezra MENDELSON, *The Revolution of 1905 and Russia's Jews*, Philadelphie, University of Philadelphia Press, 2008, 320 p.

Très vite, les Juifs est-européens se démarquent des autres immigrants que le Canada reçoit à la faveur de la grande vague migratoire du tournant du siècle, et qui pour la plupart seront employés dans l'agriculture, la construction d'infrastructure de transport – dont le chemin de fer – et l'exploitation des ressources naturelles. En plus de parler yiddish, de posséder une identité nationale très poussée et d'être originaires d'une société fortement décalée sur le plan économique par rapport au reste de l'Europe, ils possèdent des traits religieux qui les distinguent de la masse des nouveaux venus. Les Juifs sont les premiers immigrants non chrétiens qui tenteront de s'intégrer en grand nombre dans les milieux urbains et dans le prolétariat industriel canadien. Cela se fera dans un contexte où le gouvernement fédéral utilise les lois sur l'immigration et l'appareil bureaucratique pour bloquer systématiquement l'entrée de personnes d'origine asiatique, indienne ou africaine au pays. Puisque les Juifs sont issus du continent européen et qu'ils ne donnent pas prise au racisme sous sa forme classique, leur arrivée au début du XX^e siècle passe en quelque sorte assez inaperçue et ils ne seront pas refoulés aux frontières du Canada, du moins pas avant les années trente¹⁰. Par contre, leur adhésion à une autre tradition religieuse, même sous une forme nettement atténuée, soulève des difficultés de taille, tant dans les institutions scolaires protestantes que catholiques. Perçus comme des non chrétiens, les Juifs se voient entre autres refuser l'accès au réseau paroissial canadien-français, aux écoles publiques de langue française et aux diverses associations de bienfaisance qui agissent dans le cadre de l'enseignement catholique. Ils ne peuvent pas non plus participer aux activités des syndicats, des mouvements sociaux et des cercles artistiques qu'anime le clergé francophone et qui sont des lieux de transmission de la doctrine de l'Église. Cette coupure doctrinaire aura des conséquences très marquées dans le rapport que les Juifs entretiendront avec les francophones.

Les Juifs est-européens qui entrent en contact avec les Canadiens français – et pas toujours en réalisant pleinement le sens des distinctions linguistiques qui ont marqué l'histoire canadienne depuis le milieu du XVIII^e siècle – sont aussi animés d'une forte détermination à bénéficier du climat de libéralisme politique et économique qui prévaut en Amérique du Nord. Opprimés en tant que minorité nationale distincte en Russie et victimes de campagnes de répression violentes, ils saisissent dès le départ que l'arrivée au Canada leur offre une occasion inespérée d'échapper à la marginalisation et à la discrimination. Sous ce rapport, la population juive immigrée dans son ensemble ressent un désir très grand d'accomplissement et réalise avec intensité que son pays d'adoption lui ouvre des horizons nouveaux. Ces avantages inédits incluent la liberté d'expression – dont le

10. Irving ABELLA et Harold TROPER, *None is too Many; Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 384 p.

fait de professer une tradition religieuse distincte – le droit de fonder des associations culturelles séparées et la possibilité de disposer de ses biens comme bon lui semble. En ce sens – et la distinction est cruciale – les Juifs ont connu à leur arrivée au Canada l’émancipation politique et sociale qui leur avait été refusée en Russie impériale depuis plusieurs siècles. Certes, des formes subtiles et nuancées d’exclusion ont continué de s’exercer contre eux dans divers milieux canadiens, mais rarement sous une forme violente et qui compromette gravement leur avancée dans l’échelle sociale. Les Juifs ont ainsi connu à l’aube de leur entrée au pays un sentiment intense de libération et d’ouverture qui a beaucoup fait pour préparer leur adaptation rapide à la société canadienne. Cette conjoncture particulière a aussi joué dans les rapports somme toute assez positifs que les yiddishophones allaient entretenir avec les classes laborieuses de langue française rencontrées dans le milieu montréalais. Ce sera particulièrement le cas dans les petites villes du Canada français, situées de part et d’autre de la rivière des Outaouais. À peu près partout dans ce contexte, les immigrants d’origine juive ont pu se lancer en affaires, améliorer leur situation économique et développer des institutions communautaires judaïques. Plusieurs témoignages de cette époque rédigés en yiddish sont assez formels à ce sujet, dont celui d’Israël Medresh publié en 1947 dans son ouvrage intitulé : *Montreal fun nekhtn* :

Durant la période de la grande migration, les Juifs fraîchement arrivés furent très bien accueillis par les francophones des villes et des bourgades de la province de Québec. Quand les Juifs se rendaient dans les petites localités pour vendre des marchandises sur un mode itinérant, la plupart du temps ils ne rencontraient que des francophones. Les marchands canadiens-français qui résidaient sur place recevaient les Juifs avec bienveillance et communiquaient avec eux par gestes. Les francophones faisaient même tout ce qui était en leur pouvoir pour faciliter le difficile labeur des peddlers. Grâce à cette ouverture face aux étrangers et cette coopération de la part des francophones, plusieurs marchands itinérants juifs purent cesser ce type d’activité assez vite, et ils purent s’établir dans de petites villes pour y ouvrir un magasin au milieu d’un voisinage amical¹¹.

Les populations yiddishophones établies au Canada possédaient aussi d’autres caractéristiques sociales qui leur venaient de leur situation dans l’empire russe, et qui étaient rapidement apparues comme des avantages décisifs en Amérique. Dès la première décennie du XX^e siècle, les Juifs est-européens sont devenus les plus urbanisés parmi les immigrants présents sur le sol canadien. Non seulement les Juifs de Russie tiraient-ils avantage des progrès accomplis dans les villes du pays et de leur niveau de richesse économique, mais ils bénéficiaient aussi d’un taux de scolarisation

11. Israël MEDRESH, *Le Montréal juif d’autrefois [Montreal fun nekhtn]*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1997 (1947), p. 178-179, traduit du yiddish par Pierre ANCTIL. Medresh était journaliste au quotidien yiddish de Montréal, *Der Keneder Odler* [l’Aigle canadien].

largement supérieur à la moyenne canadienne. L'analphabétisme était à peu près inconnu au sein de cette communauté au début du XX^e siècle et la plupart des individus adultes d'origine juive étaient polyglottes au moment de leur arrivée dans un port de mer canadien. Cela explique que les Juifs est-européens n'ont pas tardé à s'illustrer au Canada par la force de leurs institutions culturelles – surtout dans les grandes villes –, et par le caractère éclatant des manifestations littéraires et artistiques qui s'y manifestaient, le plus souvent en langue yiddish. On comprend mieux, dans ce contexte, que la mobilité sociale de ces populations aient été particulièrement rapide, d'autant plus que la tradition juive valorisait au plus haut point l'éducation séculière et l'accès aux études supérieures. Poussée en ce sens par son environnement social et familial, la génération née au pays a ainsi surmonté en peu de temps les obstacles qui se dressent normalement devant la progression des communautés immigrantes récemment établies, et a pu rapidement se tailler une place enviable dans la vie canadienne. Ce phénomène de progression s'est avéré particulièrement perceptible dans le cas de la première vague migratoire juive arrivée d'Europe de l'Est juste avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, et qui possédait un profil de scolarisation élevée. Le même scénario s'est répété dans le cas des yiddishophones – même s'ils étaient moins nombreux – qui se sont établis au Canada dans les années vingt et au cours des années qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

* * *

Il existe plusieurs cas de figure dans les relations que les Juifs est-européens ont développées historiquement au XX^e siècle avec le Canada français. Cette diversité de rapports s'explique en grande partie par les différences identitaires présentes au sein de la population de langue française et son étalement sur un territoire très vaste. L'évolution des mentalités et des perceptions y est aussi pour beaucoup dans ces clivages importants qui se sont manifestés sur le long terme. Un tournant très marqué s'est produit dans les relations entre Juifs et catholiques lorsque le Vatican a publié en octobre 1965 l'encyclique *Nostra Aetate* [À notre époque], un document doctrinal préparé de longue date par de nombreux théologiens actifs au sein de l'Église et fortement influencé par les injustices subies par ce peuple sous le régime hitlérien. Dans cette publication issue des délibérations du concile œcuménique de Vatican II, le pape Paul VI et l'assemblée des évêques réaffirment l'antériorité de l'alliance conclue à l'époque biblique entre Dieu et le peuple juif, et soulignent sa valeur toujours actuelle et agissante. Dans cette perspective, l'apparition d'une communauté de chrétiens à la suite de l'enseignement prodigué historiquement par le Christ, ne retranchait rien à la valeur exceptionnelle du lien plusieurs fois millénaires qui s'était construit entre les Juifs et le Dieu d'Abraham. Issue d'une tradition monothéiste déjà

existante, et qui a guidé les pas des premières communautés chrétiennes à l'époque des apôtres, l'Église post conciliaire ne pouvait continuer d'exercer une discrimination à l'endroit des Juifs, au risque de nier ses propres origines et de se contredire elle-même dans ses fondements doctrinaux. Les catholiques devaient donc aux croyants sincères de toutes les grandes religions de l'humanité –, mais en particulier aux Juifs qui les ont précédés sur le chemin de la Révélation divine –, respect et considération. Document révolutionnaire sur le plan théologique, *Nostra Aetate* a peu à peu obligé, après les années soixante, les clercs et les responsables de l'enseignement catholique à modifier leur discours face aux autres confessions présentes au Canada français. Bien qu'on ne puisse retracer toutes les avancées dans ce domaine à l'action du concile du Vatican II, il apparaît certain qu'un climat nouveau s'est développé entre les deux dénominations religieuses après cette date, et qui a beaucoup contribué à diminuer l'animosité, ainsi que la méfiance, qui caractérisait les époques antérieures. En février 1965, le cardinal Léger recevait à Montréal, des mains du rabbin Harry Stern, leader spirituel du Temple Emanu-El, un témoignage de reconnaissance solennel pour avoir appuyé ouvertement à Rome la promulgation d'un nouvel esprit de dialogue œcuménique¹². C'était à la suite d'une série d'initiatives discrètes conçues afin d'arriver à un rapprochement, dans le diocèse de Montréal, entre les deux confessions. Le ton était donné pour l'émergence au moment de la Révolution tranquille d'un nouveau programme d'échanges constructifs entre Juifs et francophones, et qui déboucherait en 1966 sur l'établissement d'un domaine d'études juives en langue française quand le rabbin David Feuerwerker serait nommé professeur à l'Université de Montréal.

On comprend facilement dans ce contexte que la laïcisation progressive de la société québécoise et franco-ontarienne, et le déclin progressif de l'influence de l'Église dans le réseau institutionnel francophone, ait aussi contribué à une amélioration des rapports avec la communauté juive de Montréal. L'antisémitisme doctrinal catholique, qui était dominant dans la sphère idéologique canadienne-française, a ainsi cédé le pas à des considérations plus éclairées sur le plan social et plus en harmonie avec le caractère dorénavant pluriel de la société québécoise¹³. La rupture radicale dans la pensée catholique qu'a constituée *Nostra Aetate* n'est toutefois

12. Voir «Cardinal LÉGER, archbishop of Montréal, Honours Temple as First Prince of Catholic Church in Canadian History to Receive Synagogue Citation», *Canadian Jewish Review*, 26 (février 1965), p. 10.

13. Au sujet de l'évolution de la pensée politique des francophones face aux Juifs de Montréal voir : Pierre ANCTIL, «René Lévesque et les communautés culturelles», *Trajectoires juives au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 179-201. Pour une meilleure compréhension de l'antisémitisme doctrinal de l'Église catholique, consulter : James CARROLL, *Constantine's Sword; the Church and the Jews*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2001, 708 p.

pas la seule ligne de fracture que l'on peut observer pour ce qui est du sujet qui nous intéresse. Le comportement réciproque des Juifs et des Canadiens français a aussi été profondément influencé par la taille des villes où des contacts soutenus se sont produits, et par l'ampleur des institutions judaïques dans les milieux urbains. Là où les Juifs étaient bien organisés, du fait de leur nombre, et hautement visibles dans certains quartiers surtout peuplés d'immigrants récents, les rapports formels entre les deux groupes ont eu tendance à être plus impersonnels et plus lointains. Cela tenait, entre autres, à ce que de grands réseaux organisationnels juifs se sont développés dans un tel contexte, qui ont assuré la perpétuation d'une identité juive distincte et l'établissement de milieux où le judaïsme était dominant. À Montréal au XX^e siècle, par exemple, il s'est produit une compartimentation très forte des différentes populations sur une base ethnique et religieuse – y compris dans le cas des protestants d'origine britannique –, phénomène qui a eu tendance à réduire considérablement les contacts entre personnes qui ne partageaient pas une même langue ou une même tradition religieuse¹⁴. Le contraire s'est produit dans de petites localités où résidaient une poignée de Juifs, souvent bien identifiés du fait de leur comportement culturel ou de leurs activités commerciales. Dans ce contexte, il était possible de s'adresser directement à ses vis-à-vis d'autres confessions et de les connaître, sans passer par le recours à des notions déshumanisantes, ou qui établissaient des hiérarchies entre croyants de différentes origines religieuses. Règle générale, dans les petites villes et les villages à majorité francophone, les Juifs étaient en rapport soutenu avec leur entourage immédiat et la très grande majorité des personnes avec qui ils transigeaient étaient des *goyim* qui ignoraient tout ou presque de la judéité.

Voyons de plus près comment s'articulent ces différentes notions historiques dans le cas du Canada français. À l'échelle nord-américaine, l'établissement de petites populations juives dans des localités éloignées répondait au tournant du XX^e siècle à trois critères universels¹⁵. Les Juifs est-européens de langue yiddish, fraîchement arrivés dans les principales villes portuaires du pays, ont suivi dans leur dispersion les voies ferroviaires et ont abouti dans des localités où se trouvait une gare d'une certaine taille. La plupart du temps, ces immigrants ne maîtrisaient pas très bien les langues officielles du Canada et ne possédaient pas de compétences professionnelles bien définies. Pour l'essentiel, ils ont pratiqué le commerce itinérant ou ont ouvert de petits commerces qui offraient des marchandises diverses,

14. À ce sujet, voir Paul-André LINTEAU, «La montée du cosmopolitisme montréalais», *Question de culture*, 2 (1982), p. 23-54 et «Les Italo-Québécois : acteurs et enjeux des débats politiques et linguistiques au Québec», dans *Studi Emigrazione - Études migrations*, 86 (1987), p. 179-207.

15. À propos de l'évolution historique des petites communautés juives en Amérique du Nord voir : Lee Chai WEISSBACH, *Jewish Life in Small-Town America, a History*, Yale University Press, New Haven, Conn., 2005, 448 p.

surtout des vêtements et des biens de première nécessité. En cela ils ont réinvesti dans leur société d'accueil des compétences qu'ils possédaient déjà depuis plusieurs générations au sein de l'empire russe, et qu'ils ont adapté à leur nouveau contexte canadien. Grâce au lien ferroviaire, les Juifs pouvaient garder sans trop de mal un lien avec l'extérieur et recevoir de leurs fournisseurs des grandes villes les marchandises qu'ils revendaient sur place. Deuxième élément explicatif, les Juifs ont pu graviter vers des localités et des régions certes parfois isolées, mais qui offraient un potentiel de développement économique intéressant. Surtout employés dans le commerce et la mise en marché, les yiddishophones ont souvent été les premiers marchands à se risquer dans des zones éloignées, mais qui bénéficiaient d'une croissance soutenue dû à l'exploitation sur une grande échelle des ressources naturelles. Ils ont aussi occupé des niches particulières dans des régions rurales plus décentrées, mais où l'agriculture était florissante et les revenus des fermes paraissaient raisonnablement élevés. Dès le tout début du XX^e siècle, on trouvait partout au Canada français des commerçants juifs, dont certains arpentaient la campagne en quête d'occasions d'affaires et d'autres qui avaient réussi – comme le montre le mémorialiste Israël Medresh – à ouvrir des magasins de taille modeste.

Ces peuplements juifs qui se sont étalés sur le long terme, et sur une immense aire géographique de part et d'autre de la frontière entre le Québec et l'Ontario, sont apparues selon le principe dit du regroupement familial ou *chain migration* en anglais. C'est la troisième caractéristique de ce phénomène migratoire interne au Canada. Un individu qui aboutit dans le nord ontarien ou au Lac Saint-Jean, voyant que la région est prometteuse, fait venir ses proches restés dans l'empire russe. Cela peut signifier les membres de sa propre famille, mais aussi des voisins, des associés en affaires ou des *landslayt*¹⁶, nom donné en yiddish aux personnes issus d'une même localité. Se tissent ainsi des solidarités culturelles et interpersonnelles importantes qui sont une des formes que prend pour les Juifs la survie dans des régions éloignées et où la tradition judaïque était totalement absente jusque-là. Des réseaux apparaissent dans ces conditions d'immigration précaire qui permettent de consolider les premiers gains obtenus et ouvrent des horizons plus vastes. Ces stratégies visent à assurer le financement des commerces, l'obtention de marchandises à des prix raisonnables et le mouvement des individus d'une localité à l'autre. Elles rendent aussi possibles la reproduction des familles, la circulation des jeunes en âge de se marier et l'accueil de personnes qui ont dû fuir précipitamment et sans ressources pécuniaires les pays de l'ancien continent. Une fois le modèle bien en place, des communautés juives de dimension réduite sont peu à peu apparues dans un grand nombre de localités francophones réparties de l'Atlantique aux

16. Au singulier : *landsmán*.

Grands Lacs, et qui ont pris une certaine ampleur là où régnait un climat économique favorable. Dans la plupart des cas, ces Juifs – qui n’avaient pas de préjugés anti canadiens-français au point de départ – ont rapidement appris la langue de leurs clients et de leurs voisins immédiats. Ils ont commercé en langue française si le nombre de francophones était suffisant autour d’eux. Le plus souvent, ils ont ainsi surmonté les réticences des élites locales plus instruites – les curés de paroisse entre autres – et ont commercé sans difficulté particulière avec les couches plus démunies et plus isolées de la société. Cela tenait à ce que les marchands juifs proposaient spontanément du crédit pour des achats plus coûteux, qu’ils offraient systématiquement de la marchandise bon marché et qu’ils entretenaient un lien personnel soutenu avec leurs clients. En général, le succès en région éloignée de ces entreprises commerciales juives à petite échelle était dû à l’origine plus que modeste de leurs propriétaires, à leur empathie idéologique envers les travailleurs manuels et à leurs penchants politiques de gauche.

Voyons de plus près à quoi cela pouvait correspondre dans la réalité. D’après Louis Rosenberg, auteur de la meilleure étude sur la démographie juive pour la période de l’entre-deux-guerres¹⁷, près de 80 % des Juifs canadiens vivaient en 1931 dans les deux provinces centrales et dans les Maritimes. Plus précisément, 38,3 % vivaient au Québec, 39,8 % en Ontario et 1,3 % au Nouveau-Brunswick. Puisqu’ils étaient originaires d’Europe, ces Juifs étaient entrés par les ports canadiens de la côte atlantique et s’étaient dirigés vers la partie la plus peuplée du pays. Cela signifie que près de la moitié des quelque 155 000 Juifs qui vivaient au Canada en 1931 avaient élu domicile au sein des régions où la population francophone était majoritaire. Toujours selon Rosenberg, en 1931, 96 % de ces Juifs étaient établis dans des villes, contre 33 % seulement des Canadiens de toutes origines. De ce nombre 129 000, ou 82 % de la population juive canadienne, se trouvaient dans des villes de plus de 30 000 personnes, essentiellement Montréal, Toronto et Winnipeg ; 8,9 % ou 14 000 personnes dans des villes de 10 000 à 30 000 personnes et 3 % ou 5200 individus dans des villes de 1000 à 10 000 habitants. Quant aux municipalités comptant moins de 1000 résidents, elles abritaient en gros cette année-là 1,38 % de la population juive canadienne ou 2175 individus. Comme ces chiffres l’indiquent, entre les deux guerres, à part Montréal, on trouvait disséminés dans tout le Canada français environ 3000 à 4000 Juifs est-européens. On peut aussi faire l’hypothèse que la répartition géographique de ces petites communautés juives était très étendue et qu’on pouvait en découvrir les traces sur un territoire assez vaste. En somme, peu de villes de petite taille

17. Louis ROSENBERG, *Canada’s Jews, a Social and Economic Study of the Jews in Canada*, Montréal, Congrès juif canadien, 1939, 418 p. ; réédité par Morton WEINFELD sous le titre : *Canada’s Jews : a Social and Economic Study of Jews in Canada in the 1930s*, Montréal, McGill-Queen’s University Press, 1993, 424 p.

et de villages au Canada ont été complètement privés d'une présence juive entre les deux guerres. C'est une conclusion à laquelle l'étude de Rosenberg nous convie : «The Jewish population is scattered throughout the country from Atlantic to Pacific, and from the Yukon to the international boundary, whereas in some countries the Jewish population is concentrated in some few towns and cities, or in certain provinces¹⁸». Il y aurait donc eu historiquement une prise de contact suivie et l'établissement d'un rapport durable entre Juifs et Canadiens français, même dans des localités de taille très limitées.

Par contre, à part Montréal, qui comptait en 1951 tout près de 80 000 résidents juifs, aucune ville québécoise n'a abrité plus de 500 Juifs¹⁹ (voir Figures 2 et 4). La même remarque vaut pour la sphère d'influence franco-ontarienne où, à part Ottawa avec 4448 Juifs en 1951, et Windsor avec 2444 Juifs, aucune ville à forte densité francophone n'accueillait plus de 200 Juifs (voir Figure 3). Cette présence aurait donc été trop limitée dans ces milieux au XX^e siècle pour donner prise à des conflits idéologiques importants ou pour menacer l'hégémonie institutionnelle de l'Église catholique. Seule exception à cette règle, la ville de Québec a été le théâtre au cours des années trente et quarante d'une campagne assez virulente pour empêcher la communauté juive de bâtir une synagogue à la haute ville, c'est-à-dire dans le quartier où vivait la bourgeoisie aisée et où s'élevaient les plus anciennes institutions catholiques du Canada français²⁰. En 1944, la synagogue récemment érigée par la communauté sur la rue Crémazie a été incendiée et a dû être reconstruite en partie. Par contre, c'est aussi dans cette ville qu'a été fondé et que s'est développé le plus important commerce juif en existence dans la partie francophone du Canada, soit celui de Maurice Pollack. Situé d'abord sur la rue Saint-Joseph, puis plus tard sur le boulevard Charest, ce magasin est devenu l'un des plus imposants de Québec après avoir soulevé vers 1932-34 l'hostilité de courants antisémites assez agressifs²¹. De tels événements et discours sont toutefois restés l'exception au Canada français, où dans l'ensemble les Juifs est-européens ont été bien accueillis et ont pu vaquer à leurs occupations sans encombres. Peu nombreux, mais jouant un rôle social et économique important dans des zones éloignées des grands centres urbains, ils se sont souvent gagnés la sympathie de leurs clients par leurs pratiques commerciales et leurs manières décontractées.

18. *Ibid.*, p. 30.

19. Louis ROSENBERG, *A Gazetteer of Jewish Communities in Canada Showing the Jewish Population of the Cities & Villages in Canada in the Census Years 1851-1951*, Montréal, Bureau of Social Economic Research, Canadian Jewish Congress, *Canadian Jewish Population Studies* 7 (1957), 46 p.

20. Pierre ANCTIL, «Bâtir une synagogue à la haute ville (1932-1952)», dans Pierre ANCTIL et Simon JACOBS, (dir.), *Les Juifs de Québec, quatre cents ans d'histoire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2015, p. 139-163.

21. Pierre ANCTIL, «Maurice Pollack, homme d'affaires et philanthrope», dans Pierre ANCTIL et Simon JACOBS, (dir.), *Les Juifs de Québec*, p. 119-137.

Figure 2
Population juive pour certaines villes du Québec
1951 – excluant l'île de Montréal

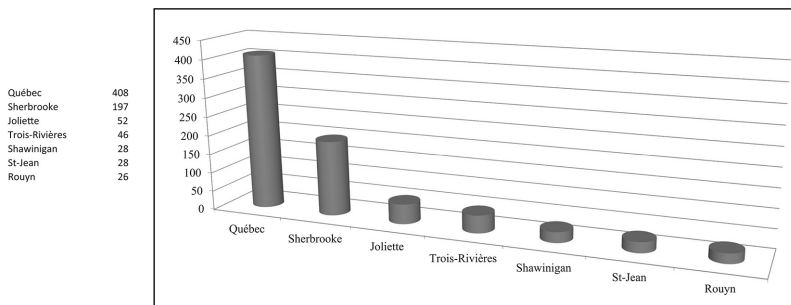


Figure 3
Population juive pour certaines villes de l'Ontario
1951 – excluant Toronto

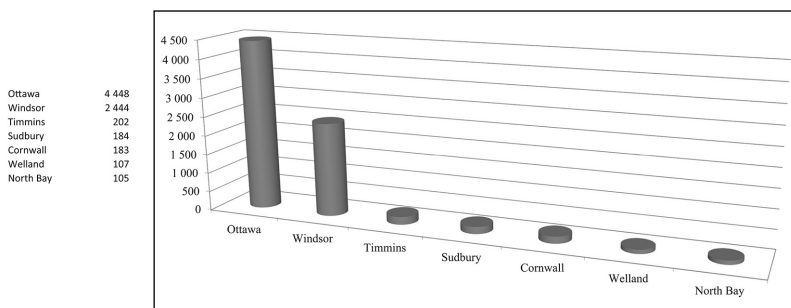
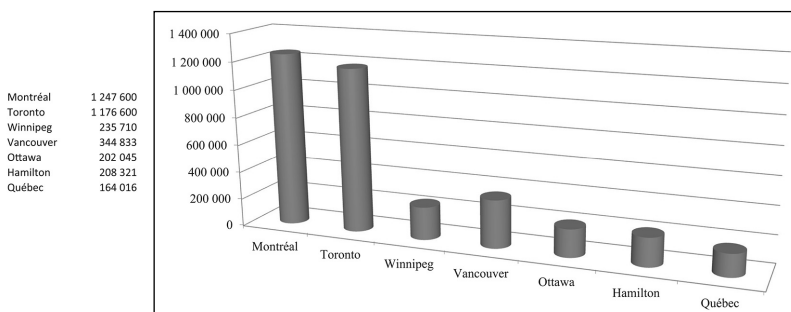


Figure 4
Population totale pour certaines villes canadiennes où se trouvent des
communauté juives importantes –1951



Sauf que ce contexte social bien particulier a disparu au cours des années soixante et soixante-dix, entraînant dans son sillage le déclin précipité des petites populations juives qui s'étaient enracinées dans les régions plus éloignées. D'une part, la nouvelle génération a préféré s'installer à proximité des villes de grande taille, où se trouvait déjà une densité institutionnelle juive importante, et de l'autre les commerces de petite surface qui formaient l'assise économique de ce monde ont été mis à mal par la montée des grandes chaînes logées dans des centres commerciaux facilement accessibles par automobile. Après avoir atteint un sommet dans les années de l'après-guerre immédiat, les communautés installées en région ont périclité rapidement et sont disparues en quelques années au profit des grands ensembles juifs présents à Montréal et à Toronto. Ce mouvement de recul s'est produit autant au Québec qu'en Ontario et dans le reste du Canada, entraînant avec lui des conséquences sérieuses pour des centaines de petites collectivités juives qui ont ainsi cessé d'être viables sur le plan de la densité démographique et de la pratique religieuse. Déjà en 1939, Louis Rosenberg notait dans *Canada's Jews ; a Social and Economic Study of the Jews in Canada* qu'il était impossible de maintenir une vie juive structurée, dans une localité donnée, lorsque l'on y trouvait moins de cinquante individus ou moins de 10 familles juives. Cela tient entre autres à ce qu'un quorum de 10 hommes est requis pour la prière dans une synagogue (*minyan*), et à ce que l'obtention de nourriture cachère (*cachrou*) est rendue beaucoup plus difficile par le nombre très réduit de consommateurs. Rosenberg concluait son analyse des données du recensement de 1931 en soulignant que la dispersion géographique très prononcée de la population juive canadienne au début du XX^e siècle n'était guère viable à long terme :

The Jewish population of Canada is scattered throughout the country from Atlantic to Pacific, and from the Yukon to the international boundary, whereas in some countries the Jewish population is concentrated in some few towns and cities or in certain provinces. [...]

The Jewish population of Canada can be broadly classified into two groups, that portion living in communities large enough to support the elementary necessities of Jewish communal life, and that portion living in towns, villages or rural districts under circumstances which isolates them from the opportunity of participation in Jewish religious or communal life²².

* * *

Après avoir été une expérience multiforme et fortement contrastée dans la première moitié du XX^e siècle, le rapport du Canada français au monde juif s'est ensuite déplacé pour l'essentiel après la fin de la Deuxième Guerre mondiale dans la métropole montréalaise. C'est dans cet environnement urbain

22. Louis Rosenberg, *Canada's Jews* ..., p. 30.

beaucoup plus dense que populations juives considérables confronteraient après 1960 de nouvelles formes de revendications politiques de la part des francophones. La vie juive de Montréal en est ainsi venue à représenter à la fin du siècle du XX^e siècle plus de 97 % du judaïsme québécois, plaçant ainsi la métropole dans une situation de monopole complet par rapport aux régions. La même tendance a fait jour dans les parties du Canada français situées à l'ouest de la rivière Outaouais, c'est-à-dire dans une province où la ville de Toronto regroupe maintenant près de 85 % de la population juive ontarienne. Aujourd'hui, Montréal et Toronto accueillent à elles seules près de 70 % des Juifs canadiens, ce qui laisse bien peu de place – contrairement à il y a cent ans – pour des voix divergentes ou des expériences d'une nature différente²³. C'est une situation qui nous amène maintenant à aborder le cas de Montréal au moment de la Révolution tranquille, soit une ville qui a souvent été perçue comme emblématique du vécu historique juif au Canada, en même temps qu'elle est devenue le principal lieu d'expression du nationalisme canadien-français puis québécois. Dans cet environnement de haute densité urbaine, la rencontre entre Juifs et francophones d'origine catholique a revêtu une force et une intensité unique dans l'espace canadien, phénomène qui a été décuplé par la complexité étourdissante de l'identité juïque en émergence au pays. Sur ce terrain se sont affrontées non seulement des conceptions très différentes de la modernité et du nationalisme, mais aussi, au sein de la communauté juive, des notions parfois opposées du devenir collectif et de l'avenir du judaïsme au sein d'un monde en profonde transformation.

À Montréal, la population juive compte dès 1931 tout près de 60 000 individus et en 1961 plus de 100 000 personnes, c'est-à-dire environ 6 % des habitants de la ville²⁴. Le sommet sera atteint en 1971 avec 115 000 personnes de confession juive sur un total de près de 2 millions sur l'île de Montréal. Dès la première décennie du XX^e siècle, un réseau institutionnel juif se met en place qui concentre les énergies et assure le maintien d'une constellation d'organisations vouées d'une manière ou d'une autre à la préservation de la judéité, que ce soit sous une forme plus culturelle ou en privilégiant d'abord la tradition religieuse. Quand les armes se taisent en Europe en novembre 1918, les Juifs de Montréal possèdent déjà un réseau d'écoles privées, des organismes culturels performants et plusieurs publications périodiques, dont

23. À ce sujet, consulter : Charles SHAHAR, *2011 National Household Survey, The Jewish Population of Canada, Part 1, Basic Demographics; Part 2, Jewish Populations in Geographical Areas*, Montréal, Fédérations juives du Canada UIA, 2014, 113 p.

24. Louis ROSENBERG, *La communauté juive au Canada de 1931 à 1961; étude des changements dans les traits caractéristiques de la population*, Montréal, Congrès juif canadien, Bureau de la recherche sociale et économique, *Études sur la population juive du Canada*, 2, 2 (1965), 16 p.

un quotidien de langue yiddish²⁵. Dans les industries de la confection, des syndicats à forte majorité juive sont apparus qui luttent fermement pour la défense des travailleurs de toutes origines, tandis qu'un grand nombre d'organisations mutualistes tentent d'améliorer le sort des immigrants que la ville accueille toujours. Sur le front politique, une multitude d'options s'offrent aux Juifs montréalais, dont celui de se joindre à des partis qui soutiennent les forces révolutionnaires en Russie. Il est aussi possible d'œuvrer dans la ville à l'avènement d'un foyer national en Palestine ou encore de militer pour promouvoir dans la diaspora une culture yiddish avant-gardiste. Une agitation frénétique secoue sans cesse cet univers où l'on voit s'affronter des notions radicalement opposées. Ce climat de discussions et de débats tient aussi à ce que près du tiers de la communauté juive appartient au prolétariat industriel, une couche de la société qui est traversée par des idéologies radicales et par un activisme hors pair. Le long du boulevard Saint-Laurent se sont de plus constitués des quartiers où les Juifs de langue yiddish sont une proportion importante de la population et où le judaïsme est nettement visible. Dès 1912, des personnalités juives sont élues au conseil municipal et font valoir des idées nouvelles et œuvrent à représenter un électorat de plus en plus diversifié. Au cours des années trente, le mouvement de complétude institutionnelle s'accélère encore quand apparaît un hôpital juif, des écoles primaires et secondaires à plein temps et des mouvements de défense des réfugiés. Au même moment des synagogues de grande envergure sont construites, un mouvement littéraire de langue yiddish voit le jour et on donne à jouer dans la ville du théâtre yiddish de haut niveau.

Tout cela se produit alors que dans d'autres quartiers, le Montréal francophone prend son envolée sur le plan culturel et commence à entreprendre une mobilisation politique. Les deux communautés, l'une venue d'Europe de l'Est et l'autre issue du Québec profond, se côtoient sans développer un rapport mutuel très satisfaisant parce qu'une barrière religieuse pratiquement infranchissable à l'époque les sépare. Cet obstacle de nature confessionnelle constitue sans doute l'élément de plus décisif de l'histoire juive montréalaise. À partir de 1903, les Juifs de langue yiddish sont dirigés officiellement vers dans le réseau scolaire public protestant, tandis que les francophones ont accès à des institutions contrôlées par une Église catholique empreinte de conservatisme social. Sous un certain angle et pendant longtemps, l'affirmation identitaire juive et le nationalisme canadien-français

25. Voir dans : Simon BELKIN, *Di Poale-Zion Bavegung in Kanade, 1904-1920*, Montréal, 1956; traduit en français par Pierre ANCTIL sous le titre : *Le mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920*, Sillery, éditions du Septentrion, 390 p. Consulter aussi : Pierre Anctil, *Through the Eyes of the Eagle. The Early Montreal Yiddish Press 1907-1916*, Montréal, Véhicule Press, 2001, 208 p (édition et annotation de textes traduits du yiddish à l'anglais par David Rome).

semblaient entrer en concurrence l'un avec l'autre, surtout dans la sphère économique et politique que les deux collectivités tentent d'occuper à leur avantage. Une crise économique grave qui dure près de dix ans approfondit le malaise en réduisant la richesse collective et les occasions d'accomplissement personnel. Dans ce contexte difficile, autant en Amérique du Nord qu'en Europe, apparaissent à Montréal des discours antisémites souvent calqués sur des modèles français, britanniques et allemands nettement plus agressifs. Sans que la violence soit de la partie, des manifestations d'hostilité se développent qui se traduisent par des politiques dites « d'achat chez nous » et par des boycotts de commerçants juifs²⁶. À l'inverse, des organismes communautaires juifs combattent fermement l'antisémitisme ambiant et militent pour que le Canada accepte des réfugiés chassés de leur pays par la persécution, dont le Congrès juif canadien fondé en 1919 à Montréal. De nombreux malentendus et incompréhensions émaillent les rapports qu'entretiennent à distance les élites juives et canadiennes-françaises, et dont on peut retrouver la trace dans des journaux comme *Le Devoir* ou encore au sein de l'Union nationale de Maurice Duplessis. C'est aussi la perception des Juifs que développe par exemple l'abbé Groulx ou encore la revue *L'Action nationale*, faite de méfiance et de distanciation insistante.

Les années de l'après-guerre apportent toutefois des transformations radicales dans la manière dont les francophones canadiens se perçoivent et définissent leur identité. Comme l'ont souligné plusieurs chercheurs, le Canada français tend alors à se diviser sur la base de réalités régionales très marquées et cesse alors de produire un discours d'affirmation nationale en apparence unanime. Au Québec, et en particulier à Montréal, émergent des nouvelles formes d'expression politique qui reflètent une conscience de la part des francophones de former une majorité démographique apte à exercer de nouveaux pouvoirs étatiques. Ces tendances lourdes modifient en profondeur le rapport des populations juives de la métropole avec la société québécoise. Elles ouvrent aussi des perspectives inédites dans les relations que les francophones entretiennent avec les minorités présentes sur leur territoire, qui sont conviées à se franciser. Plus encore toutefois, la sécularisation progressive de la société québécoise et la mise en échec des emprises institutionnelles autrefois dominantes de l'Église catholique, ouvrent de nouvelles avenues de dialogue entre Juifs et francophones. Il faut bien comprendre en effet que la barrière religieuse constituait avant la Deuxième Guerre mondiale un obstacle beaucoup plus formidable à traverser pour les tenants du judaïsme que l'apprentissage de la langue française. L'accès au monde culturel et associatif canadien-français était strictement

26. Voir par exemple l'éditorial de Georges PELLETIER, « Soyons logiques : estampillons le marchand comme la marchandise », *Le Devoir*, 28 janvier 1939. Le texte est cité au complet dans Pierre ANCTIL, *À chacun ses Juifs*, p. 296-300.

réservé aux catholiques pratiquants et, parmi les communautés culturelles qui se sont installées à Montréal au début du XX^e siècle, seules celles qui étaient rattachées à la tradition romaine ont pu s'en approcher timidement. Pour les Juifs, avancer en ce sens aurait signifié l'obligation de se convertir à la foi chrétienne ou du moins de reconnaître l'ascendant de la doctrine vaticane. On comprend facilement dans ces circonstances que l'avènement de la Révolution tranquille, et l'étatisation du réseau institutionnel québécois sous le contrôle de l'État, aient représenté un renversement fondamental pour les minorités attachées à d'autres croyances religieuses. Pour la première fois au XX^e siècle, il devenait possible de détacher l'identité culturelle de la majorité québécoise de ses ancrages catholiques traditionnels, sans remettre en cause sa survie. Malgré certaines réticences momentanées dues à une longue habitude de la langue anglaise, la masse des Juifs montréalais en a conclu à plus long terme – encouragés en cela par l'arrivée des Sépharades marocains²⁷ – que désormais une maîtrise adéquate du français suffirait à leur ouvrir toutes grandes les portes de la québécutude. Pour une population diasporique habituée depuis des siècles à pratiquer la polyglossie, cela ne soulevait aucune difficulté digne de mention.

* * *

Autant dans l'ensemble du Canada français que plus spécifiquement au Québec, les Juifs ont longtemps occupé dans l'imaginaire un espace bien précis, qui était celui d'une l'altérité culturelle et religieuse radicale. Pour les catholiques, les populations juives ont souvent été l'objet de méfiance doctrinale et de rejet social, phénomène encore accentué par le caractère ruraliste de l'idéologie nationaliste canadienne-française et par son conservatisme prononcé. Accusés de déicide, soupçonnés de représenter une sombre menace pour la chrétienté, les Juifs sont parfois pointés du doigt pour leurs supposées pratiques commerciales déloyales, comme lors du procès Plamondon de 1913-1914²⁸. Les Juifs ont aussi fait l'objet en Europe de dénonciations politiques retentissantes qui ne sont pas restées totalement sans écho au sein des élites francophones du Canada, comme lors de la condamnation du capitaine Dreyfus en 1894 ou au moment de la diffusion après la Première Guerre mondiale des *Protocoles des sages de Sion*. Pour toutes ces raisons, il n'est pas exagéré de faire appel au concept

27. Voir : Yolande COHEN, « Migrations juives marocaines au Canada ou comment devient-on Sépharade ? » dans Pierre Anctil et Ira Robinson, dir., *Les communautés juives de Montréal, histoire et enjeux contemporains*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2010, 234-251.

28. Christian SAMSON, « L'antisémitisme au cœur de Saint-Roch : l'affaire Plamondon », dans Pierre ANCTIL et Simon JACOBS, dir., *Les Juifs de Québec...*, p. 111-114.

freudien d'*umheimlichkeit*²⁹ pour mesurer la nature des perceptions que les francophones avaient développées dans ce contexte face à leurs voisins juifs. Dit autrement nous sommes face à des rapports marqués par un sentiment d'étrangeté trouble et par une distanciation insurmontable. Cela ne veut pas dire que les Canadiens-français se soient rendus coupables collectivement de violence à l'endroit des Juifs, ou que les principales institutions francophones du pays aient encouragé des comportements condamnables, bien au contraire, mais que les relations entre les deux populations ne trouvaient pas un espace de rencontre établi en permanence. Simplement, le Canada de langue française n'offrait pas aux pratiquants du judaïsme –, même dans les localités plus isolées –, des portes d'entrée qui auraient permis une densification des rapports mutuels. À cette époque, à peu près tout ce que la société francophone possède comme fonction institutionnelle bloque la voie à un approfondissement du rapport ; tel que les structures paroissiales, les mouvements sociaux, l'enseignement catholique et le discours nationaliste. Pour utiliser une métaphore qui provient du yiddish, le Canada français présente une surface lisse et inaltérable – *glatt* – à la présence juive autour de lui. Rien de ce qui est juif ne s'y fixe vraiment et rien ne donne vraiment prise à un échange plus soutenu entre les deux populations en présence.

Malgré cela, force est de constater que les Juifs, par leur seule présence dans la sphère géographique canadienne-française, ont provoqué à terme une réflexion chez certains esprits plus éclairés qui y ont vu une invitation à s'ouvrir au monde et à la modernité. Était-il possible de se définir comme Québécois sans être un descendant des premiers colons français du XVII^e siècle, et sans professer le catholicisme ? Pouvait-on concevoir dans ce contexte la possibilité pour les francophones d'effectuer un passage d'un nationalisme défensif et ethnique à un discours plus ouvert et inclusif ? De tels propos n'ont pas été l'apanage de milieux canadiens-français minoritaires ou de petites communautés isolées, mais ont pris forme dans la métropole au sein de cercles qui cherchaient à dépasser l'étroitesse de certains discours hostiles à l'immigration. Majoritaires à Montréal, les francophones n'avaient-ils pas à tendre la main aux nouveaux venus pour les attirer dans l'orbite du Canada français, plutôt que de confier cette tâche exigeante au réseau scolaire anglo-protestant ? N'étais-ce pas assister impuissants à l'anglicisation des minorités que de les abandonner à l'influence agissante du Canada anglais ? On voit les premiers signes de ce virage apparaître au cours des années trente, notamment dans certains éditoriaux signés par Henri Bourassa et Louis Dupire, tous deux des observateurs attentifs de la communauté juive montréalaise. La montée des clientèles scolaires juives soulève en effet dans la métropole des enjeux qui, aux yeux de Bourassa, ne sont pas sans faire

29. D'après l'essai de Freud paru en 1919, *Das Umheimliche*, concept traduit en français par l'inquiétude étrangeté.

penser aux difficultés vécues par les Canadiens français à l'extérieur du Québec. Tracer un parallèle entre les deux situations, c'était déjà faire un pas vers une meilleure compréhension de la situation des Juifs à Montréal, étape que Bourassa n'hésite pas à franchir pour faire comprendre l'importance de respecter les droits fondamentaux des minorités :

Dans un autre ordre d'idée, il faut se réjouir de l'échec du mouvement antisémite amorcé par certains conservateurs et plus ou moins encouragé par M. Houde. Ce problème épineux des écoles juives, M. Taschereau s'est efforcé de le régler selon les principes de notre législation publique, qui reconnaît quoique imparfaitement, la priorité des droits de la religion et de la famille, en tout ce qui touche à l'éducation des enfants. Certaines critiques de l'opposition, certaines attaques contre la minorité juive, rappelaient à s'y méprendre le langage des adversaires de l'école catholique, en Saskatchewan et ailleurs. N'oublions jamais que la législation et les coutumes de la province de Québec constituent le seul rempart derrière lequel s'abritent, tant bien que mal, toutes les minorités³⁰.

Inversement, les Juifs sont stimulés dans leurs démarches politiques par la présence à Montréal d'une importante population française, qui ne cesse de réclamer pour elle-même le respect des droits linguistiques inclus dans l'AANB et leur application au sein de l'administration fédérale. Il y a dans la résistance offerte par les francophones une invitation faite aux Juifs – bien involontairement de la part du Canada français – à réaffirmer en toutes circonstances le droit des minorités à un traitement égal. Certes l'enjeu principal des populations juives n'est pas d'ordre linguistique au Canada, mais les avancées manifestées par les parlants français ont servi dans certains cas à préfigurer les gains réalisés par d'autres communautés dans les domaines voisins de l'antisémitisme et de la lutte au racisme. La binarité culturelle reconnue du pays et la législation fédérale sur les langues officielles – qui ont essentiellement profité aux francophones – ont aussi dégagé une marge de manœuvre et de tolérance culturelle dans laquelle se sont engouffrés des communautés issues d'autres horizons. On retrouve des traces de cette influence réciproque très tôt dans l'histoire juive canadienne. En 1919, au moment de fonder le premier organisme juif pancanadien – le Congrès juif canadien – les militants du parti sioniste de gauche Poale-Zion publièrent un manifeste visant à soutenir pareille démarche et la réaffirmation des droits « nationaux » de la minorité juive au pays. On trouve dans ce document rédigé en langue yiddish le passage suivant qui s'adresse à l'ensemble des Juifs canadiens : « Votre revendication principale comme Juifs canadiens a trait aux droits des minorités à l'autonomie. Ces droits vous pouvez les réclamer, vous le devez même. Vous vous trouvez dans un pays où les francophones possèdent déjà des garanties à ce titre, et vous

30. Henri BOURASSA, « Leçons et réflexions », *Le Devoir*, 26 août 1931, p. 1. L'éditorial au complet est cité dans Pierre ANCTIL, *À chacun ses Juifs...*, p. 256-259.

seuls, Juifs, à la suite de vos hésitations, avez été oubliés³¹ ». De la même manière, Simon Belkin, l'historien du mouvement ouvrier juif canadien, faisait figurer la présence francophone comme une des influences décisives dans l'apparition d'un réseau d'écoles de langue yiddish à Montréal :

Comme au Québec les écoles communes étaient sous l'autorité des catholiques et des protestants, qui avaient mis en place deux réseaux scolaires séparés et au sein desquels était enseignée la foi chrétienne, la question de l'ouverture d'écoles pour les enfants juifs préoccupa les résidents de Montréal de toutes les allégeances plus tôt que dans les autres villes canadiennes. Voilà peut-être la raison pour laquelle la décision du 5^e congrès du Poale-Zion, tenu à Montréal [en 1910], d'encourager la création d'écoles juives laissa-t-elle une impression durable sur les militants locaux. Cela explique sans doute pourquoi il se trouva sur place des individus prêts, le temps voulu, à mettre la main à la pâte et à appuyer les institutions naissantes³².

Les voies parallèles sur lesquelles s'étaient engagés Juifs et Canadiens français, pour ce qui a trait à la promotion d'une sphère identitaire séparée, et en ce qui concerne la lutte contre la discrimination, ne seraient pas sans soulever de nombreuses prises de conscience au moment de la Révolution tranquille. Ce contexte poussa les leaders du Congrès juif à s'interroger sérieusement sur la signification qu'il convenait d'accorder à la volonté, manifestée par une majorité de francophones, d'œuvrer à la promulgation de lois linguistiques au Québec et de réclamer des pouvoirs constitutionnels accrus. Déjà en 1964, lors des audiences de la Commission Laudendeau-Dunton, le Jewish Labor Committee, une organisation ouvrière juive, était venu témoigner en faveur de mesures permettant un rayonnement accru du fait français au Canada. Cet accueil favorable trouvait sa source en partie dans l'expérience vécue par les Juifs en tant que minorité, notamment durant l'Holocauste :

The Jewish Labour Committee was founded on the ideals of individual and group liberty. Many of its founders were men who had suffered hardships and oppression, and were the victims of racial, religious and cultural discrimination, from which they fled. For that reason, its members have an understanding of and are especially sensitive to the positive aspirations of our French-Canadian compatriots [...]. Furthermore, we cherish a deep respect for the very survival of French-Canadian culture in an overwhelmingly Anglo-Saxon surrounding³³.

Le même argument sera repris quelques années plus tard par le Congrès juif canadien lors de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et des droits linguistiques au Québec, présidée au tournant des

31. Cité dans Simon BELKIN, *Di Poale-Zion Bavegung in Kanade*, p. 296. Traduit du yiddish par Pierre Anctil.

32. *Ibid.*, p. 302.

33. «Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism Brief Submitted by the Jewish Labour Committee of Canada», 30 juillet 1964, p. 2, archives du Congrès juif canadien, Montréal.

années soixante par le linguiste Jean-Denis Gendron : « Nous déclarons sans hésitation, ni équivoque, que toutes les aspirations du peuple français de la province de Québec, visant à maintenir son intégrité linguistique et culturelle trouvent compréhension dans le cœur et l'esprit du peuple juif. Nous savons, en effet, ce que cela signifie que préserver les institutions, les héritages culturels, les coutumes et la langue³⁴ ». Ces propos des organismes démocratiquement habilités à défendre les intérêts de la minorité juive illustraient en mode inversé les changements considérables qui avaient été introduits au Québec francophone sur le plan identitaire. Ils démontraient aussi clairement que les dirigeants du Montréal juif avaient compris l'importance et la profondeur du virage effectué par la société québécoise quant à la place du religieux dans l'administration publique. En évacuant le référent catholique, les francophones rendaient possible un ralliement des milieux juifs progressistes à la cause de la Révolution tranquille et à l'édification d'un Québec ouvert à la diversité culturelle, voire à la francisation des milieux immigrants à Montréal. C'était le début d'une nouvelle ère au cours de laquelle les Juifs purent prendre part de manière directe aux débats politique et sociaux dont la société québécoise était traversée, sans nécessairement adhérer en grand nombre au projet souverainiste ou au mouvement nationaliste francophone. Dans la foulée de ce grand changement, rien ne s'opposait plus à ce que la plupart des nouvelles générations juives à Montréal – et avec elles la plupart des organismes juifs – se sentent à l'aise de fonctionner en français et appuient sans réserve les mesures destinées à garantir la pérennité de cette langue au Québec comme au Canada.

34. « Mémoire soumis par le Congrès juif canadien, région du Québec, à la Commission d'enquête sur la situation de la langue française ainsi que sur les droits linguistiques au Québec », août 1969, p. 6, archives du Congrès juif canadien, Montréal. Voir aussi : Pierre ANCTIL, « Le Congrès juif canadien face au Québec issu de la Révolution tranquille, 1969-1990 » dans Stéphane SAVARD et Jérôme BOIVIN (dir.), *De la représentation à la manifestation ; groupes de pression et enjeux politiques au Québec, XIX^e et XX^e siècles*, Québec, Septentrion, 2014, p. 314-340.